

LES LYCÉENS POURSUIVENT LEUR MOUVEMENT

Benbouzid menace de sévir

Benbouzid réitère ses engagements à propos de l'évaluation des sujets du baccalauréat et menace de sanctionner les élèves qui ne reprennent pas les cours aujourd'hui. Le mouvement de protestation s'est poursuivi dans plusieurs établissements de la capitale.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Éducation nationale ne semble pas prêt à répondre positivement aux revendications des lycéens. Boubeker Benbouzid a, une nouvelle fois, indiqué que les sujets du baccalauréat seront élaborés selon le taux d'avancement dans les programmes pédagogiques. Il a assuré que cet engagement sera tenu et qu'une commission nationale est chargée de faire le point sur l'enseignement des programmes de chaque matière. Selon lui, la prise en charge de

cette problématique est parfaitement possible puisque les programmes ne «sont jamais achevés à 100%». «Le taux d'enseignement est généralement de 80%», a-t-il indiqué hier en marge d'une rencontre qui s'est déroulée à l'ITE de Ben Aknoun. Benbouzid a par ailleurs menacé de sévir contre les élèves de terminale qui poursuivraient la grève. «Les lycées qui ne reprennent pas les cours aujourd'hui seront sanctionnés» a averti le ministre. Ce dernier a tenté de minimiser l'ampleur de

ce mouvement de protestation qui n'aurait touché qu'une dizaine de wilayas. «Le taux de participation dans ces wilayas n'a pas dépassé les 35%». Et la thèse de la «manipulation politique» semble, elle-aussi, se préciser à en croire Boubeker Benbouzid. «Des adultes ont été arrêtés par les services de sécurité alors qu'ils distribuaient des tracts aux élèves. Je ne peux en dire plus actuellement car l'enquête est en cours», se contenta-t-il de dire. Le mystère reste entier. Mais en attendant, la protesta s'est poursuivie dans plusieurs établissements de la capitale. La tension est certes tombée d'un cran comparativement à la journée d'avant-hier, mais

de nombreux lycéens se sont rassemblés hier devant l'annexe du ministère de l'Éducation nationale, sise au Ruisseau. Un important dispositif policier a été déployé pour encadrer ce regroupement. Des sit-in ont été organisés devant des établissements de la capitale. Le mot d'ordre de grève nationale, prévue pour samedi prochain, a été maintenu, annoncent certains délégués joints au téléphone. «Tout sera décidé jeudi prochain lors de la rencontre des représentants des lycéens. Cette grève aura lieu car jusqu'à présent nos revendications n'ont pas été prises en charge», a souligné un des représentants.

T. H.

Ce que revendiquent les lycéens

Ne décolérant plus, les lycéens maintiennent leurs revendications. Au ministre de l'Éducation qui tente maladroitement de les rassurer, ils répondent que les «mesures d'apaisement» ne répondent pas à leurs attentes.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Mais concrètement que demandent ces lycéens en colère ? Sous le terme générique d'«allègement des programmes» se cachent plusieurs revendications. Poursuivants de la réforme du système éducatif, ils constatent aujourd'hui avec stupeur que les programmes destinés aux élèves des classes d'examen sont trop volumineux. Beaucoup d'enseignants n'avaient pas assez. Résultat : beaucoup de lycéens n'ont pas réussi à achever les programmes prévus pour le premier trimestre. Pire encore, la nouvelle méthode introduite par la «réforme» autorise les enseignants à ne pas suivre l'ordre chronologique des cours à dispenser. Conséquence de cette «fantaisie», les lycéens des différents lycées dans un même quartier peuvent ne pas être au même niveau. Ce qui fait craindre la pire

aux élèves qui se demandent par quel miracle la fameuse commission installée par Benbouzid pourra faire le point de l'état d'avancement du programme dans l'ensemble des établissements scolaires. C'est le principe même de l'égalité des chances qui est ainsi remis en cause par un système censé introduire la «démarche qualité». Pour tenter de rétablir la situation, ils réclament une uniformisation des cours dans l'ensemble des établissements scolaires, afin d'éviter des surprises le jour de l'examen. Ce que reprochent également les élèves de terminale aux nouveaux programmes, c'est le volume horaire trop important. Les lycéens n'ont plus de demi-journées de repos ni encore moins de véritables vacances. Entre les heures supplémentaires, les cours particuliers de soutien et les séances de

travail en groupe, ils ne soufflent plus. Une démarche anti-pédagogique qui finira par produire exactement le contraire de ce qu'elle est censée produire.

Les lycéens sacrifient leur lundi après-midi et les jeudis qui sont désormais consacrés à ces cours de soutien, sans compter les vacances qui sont également mises à profit dans cette course contre la montre. Au final, les lycéens et même les enseignants n'ont même plus le temps de s'attarder sur les sujets qui posent problème. Les enseignants ne peuvent prendre le temps qu'il faut pour expliquer à ceux qui ont du mal à assimiler. Leur seul souci, c'est de finir à temps le programme, ce qui semble tenir du miracle. Les lycéens en difficulté doivent se débrouiller comme ils peuvent, soit en travaillant en groupe, soit en tentant de rattraper les lacunes pendant les séances de cours de soutien. Face à cette situation, les lycéens proposent un allègement des programmes. Concrètement, ils vou-

draient que les matières «secondaires» comme la charia pour les scientifiques ne soient plus enseignées pour laisser plus de temps aux matières ayant un coefficient plus grand. Ils estiment également que ces matières, dites non essentielles, ne doivent pas figurer dans les épreuves du bac. Les sujets de ces dernières seront d'ailleurs cette année à choix unique.

Finis les sujets à choix multiples qui offraient aux candidats la possibilité d'opter pour la question qu'ils pensent le mieux maîtriser. Une décision dictée par la «réforme» qui montre clairement ses limites. Tels une bombe à retardement, tous les paliers de l'éducation pourraient exploser face à la surcharge des programmes, aux approches que même les enseignants ne comprennent pas. C'est dire qu'une halte devrait être effectuée, pour jeter un regard sur ce qui a été fait jusque-là dans une école qui sert de véritable éprouvette pour Benbouzid.

N. I.

TIZI-OUZOU

«La grève illimitée s'il n'y a pas de réponse positive»

Les élèves des classes de terminale de Tizi-Ouzou menacent de radicaliser leur mouvement au cas où leurs doléances ne sont pas prises en charge par le MEN.

Une menace contenue dans une déclaration rendue publique, hier, et où ils appellent leurs camarades à travers le territoire national à «une grève illimitée», en cas d'absence, tiennent-ils à préciser, «de réponse positive». Ces lycéens appellent leurs camarades à travers le territoire national à la poursuite du mouvement entamé depuis le début de la semaine en cours, à savoir «le boycott des cours à partir de lundi 21 janvier et pour une durée de quatre jours (...)».

L'objectif avoué «est d'obtenir des concen-

nés (les autorités concernées ndlr) écoute et compréhension», précise la déclaration des lycéens qui reviennent sur les motivations de leur grogne et de leur mouvement de contestation, dénonçant, à la fois, «les difficultés que nous rencontrons dans nos études, la réforme de l'éducation nationale et les doutes que nous éprouvons quant à l'épreuve du baccalauréat.»

S. A. M.

CLÔTURE DU 3^e FORUM ÉCONOMIQUE D'ALGÉRIE

La privatisation du CPA reprendra, assure Belkhadem

Le processus de privatisation du CPA reprendra. Sept projets immobiliers du groupe émirati El-Imar seront bientôt concrétisés.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Les travaux du 3^e Forum économique d'Algérie se sont poursuivis hier à l'hôtel Sheraton à Alger. Outre la présentation de la politique nationale en matière d'habitat et de mobilisation des ressources en eau, les travaux ont été marqués par un débat entre le chef du gouvernement, Abdelaziz Belkhadem, et moult opérateurs nationaux et arabes, sur l'attractivité de l'Algérie aux investissements. Une occasion pour le chef

du gouvernement de reconnaître les insuffisances en ce domaine et notamment le rôle quelque peu inopérant de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), tout en assurant que le problème de l'accès au foncier pour les promoteurs sera réglé, grâce notamment à l'Agence nationale de régulation du foncier qui vient d'être lancée. D'autre part, Abdelaziz Belkhadem a assuré que le processus de privatisation du Crédit populaire d'Algérie

(CPA), suspendu en novembre dernier, n'a pas été gelé définitivement. Ce processus reprendra une fois que la crise dite des subprimes ou crise du marché hypothécaire américain se sera atténuée et ses conséquences mieux appréhendées. Et d'assurer à ses interlocuteurs arabes que le processus de privatisation concernera également une autre banque publique algérienne. De son côté, le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, Abdelhamid Temmar, a animé une conférence de presse à la clôture de ces travaux.

Abdelhamid Temmar a ainsi assuré que les projets immobiliers que le groupe émirati El-Imar projette de lancer en Algérie seront bientôt concrétisés. Des projets au nombre de sept et d'un montant de 5 milliards de dollars et non de 25 milliards de dollars comme rapporté par voie médiatique, a-t-il tenu à préciser.

Selon Abdelhamid Temmar, une délégation du groupe émirati est attendue incessamment à Alger pour conclure ce méga-projet partenarial.

C. B.

DÉVELOPPEMENT

TOURISTIQUE

L'Algérie doit y aller

graduellement, selon des investisseurs arabes

Plusieurs projets d'investissement touristique et hôtelier sont prévus à l'horizon 2008-2009. A charge, selon des investisseurs arabes, que l'Algérie aille de manière graduelle dans son développement touristique.

La Chaîne I de la Radio nationale a reçu hier le président de l'Union mondiale des hôtels et restaurants, Ghassan El-Aidi et le président du groupe immobilier Sidar, Mahmoud Zayed. Participants au 3^e Forum économique d'Algérie et hôtes de l'émission radiophonique Fi al wadjiha, ces opérateurs ont dressé un constat positif quant au développement des activités touristiques et hôtelières en Algérie.

En ce sens, Ghassan El-Aidi, manager du groupe hôtelier syrien Cham Palaces, a approuvé les lignes directrices du schéma d'aménagement touristique de l'Algérie à l'horizon 2025, «un plan cohérent, encourageant».

Favorable notamment à la mise en place du guichet unique, le manager de Cham Palaces a estimé que l'Algérie offre suffisamment en matière de réglementation, d'incitations et de compétences.

Néanmoins, notre pays doit, selon lui, attirer l'investisseur arabe en lui assurant des infrastructures adéquates ainsi qu'un système commercial et de distribution intégral et efficace. Ghassan El-Aidi a également incité les responsables d'établissements hôteliers à se grouper en associations et à définir, en collaboration avec les pouvoirs publics, une typologie des hôtels qui corresponde réellement aux attentes des clients.

En rappelant que le groupe Cham Palaces a été préqualifié, le mieux offrant, pour la réhabilitation d'un grand hôtel d'Alger, même si ce projet attend le feu vert définitif des autorités algériennes. Voire, selon le président du groupe immobilier Sidar, que l'Algérie, un pays émergent sur le marché mondial, «débutant» et qui a réalisé des avancées notables depuis 10 ans, développe son tourisme de manière graduelle et dynamique. Notamment en développant le tourisme balnéaire et celui d'affaires, qui attireront davantage de touristes algériens et arabes durant les prochaines décennies, sans oublier le tourisme saharien.

En relevant, selon son président, que le groupe Sidar envisage la réalisation de trois projets touristiques «d'avant-garde» et qui sont au stade de la discussion et de la conception à l'horizon 2008-2009. Il s'agira d'un complexe touristique à Zéralda, d'un coût approximatif de 1,5 à 2 milliards de dollars, au stade de la conception et de la discussion finale. Egalement, Sidar envisage la réalisation de deux villages touristiques à Annaba et à Boumerdes, d'un coût de 400 millions de dollars chacun.

C. B.